

VillaGillet

Recherches contemporaines

Lyon / Rhône-Alpes

20 nov > 2 déc 2012

Mode d'×emploi

UN FESTIVAL DES IDÉES

×

**La démocratie :
un travail à faire et à refaire ?**

Samedi 1^{er} décembre | 14h30-16h | Hôtel de Région (Lyon)

Wendy Brown / États-Unis
Florent Guénard / France

Rencontre animée par :
Patrick Savidan
Raison Publique

Avec :



Wendy Brown enseigne les sciences politiques à l'Université de Californie, où elle est également rattachée aux programmes «Théorie critique» et «Femmes, genre et sexualité». Dans *Murs*, elle propose de voir dans la multiplication des dispositifs filtrants le symptôme d'États-nations de plus en plus dominés par la peur, le capital et la religion.

→ *Murs - Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique* (Les Prairies Ordinaires, 2009)



Florent Guénard, spécialiste de philosophie politique et morale, enseigne à l'Université de Nantes. Il est également co-rédacteur en chef à *lavedesidées.fr*. Il travaille actuellement sur la question de l'égalité et sur les théories de la démocratisation. Son dernier livre, *Le Ressentiment, passion sociale* analyse cette réaction face aux inégalités persistantes en démocratie.

→ *Le Ressentiment, passion sociale* (avec A. Grandjean, PUR, 2012)

Animé par :



Spécialiste des questions de justice et de cohésion sociales, **Patrick Savidan** est professeur de philosophie à l'Université de Poitiers. Philosophe de formation, ayant étudié le droit à l'Université de Toulon et les sciences politiques à l'Université d'Ottawa, il préside l'Observatoire des inégalités. Il est également rédacteur en chef de la revue *Raison Publique* (Presses de l'Université Paris Sorbonne) et co-dirige la collection «Mondes vécus» éditée chez Grasset. Il est l'auteur de *Repen- ser l'égalité des chances* (Hachette littérature, 2010)

→ *Multiculturalisme* (PUF, 2ème éd., 2011)

**Wendy
Brown**

***Néolibéralisme,
dé-démocratisation
et sacrifice***

**traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marc Saint-Upéry**

Quels sont les effets « dé-démocratisants » de la rationalité et de la gouvernance néolibérale dans le monde euro-atlantique ? Lorsque je parle de « dé-démocratisation », je ne veux pas dire que l'Occident vivait par le passé dans des conditions de démocratie idéale qui auraient été désormais éliminées par le néolibéralisme. Ce que je veux dire, c'est que la tension permanente en direction de la réalisation pratique du rêve de la démocratie moderne — soit un effort jamais complètement satisfait, toujours précaire et dont l'intensité varie

nécessairement dans l'espace et le temps — a profondément pâti de l'essor de la raison néolibérale. La rationalité néolibérale a remis en question les institutions et les principes qui garantissent un ordre démocratique, le terreau culturel qui l'alimente et les sujets orientés vers sa mise en œuvre et sa préservation. La reconfiguration néolibérale de l'État, de la société, du sujet et du citoyen a simultanément déstabilisé les principes et réorienté les énergies fondamentales de la démocratie en tant que gouvernement du peuple (le pouvoir [*kratos*] du peuple [*demos*]), pour en rester à une définition de base.

Cette dé-démocratisation ne se limite pas aux conséquences des politiques économiques et des législations explicitement néolibérales. La déréglementation, le démantèlement des entreprises publiques et des biens collectifs (du système d'enseignement aux infrastructures), les politiques fiscales régressives, le déploiement de la domination du capital dans tous les domaines sont bien entendu au fondement du néolibéralisme. Mais il existe un autre aspect non moins important de ce phénomène, à savoir ce que Foucault décrivait comme l'essor d'une forme de raison normative, d'une rationalité dominante, qui étend les normes d'évaluation et les pratiques marchandes à toutes les dimensions de la vie humaine, et ce tant au niveau de la sphère publique que de la sphère privée. Cette rationalité façonne impitoyablement toutes les conduites humaines à l'image de l'*homo œconomicus* et reformate toutes les institutions humaines sur le modèle de l'entreprise capitaliste. Elle transforme l'État et tous les autres espaces de gouvernance en dispositifs gestionnaires visant essentiellement des objectifs tels que le rehaussement de crédit et la croissance économique. De ce fait, la rationalité néolibérale ne se contente pas d'intensifier la dimension libérale de la démocratie libérale, mais la modifie radicalement en substituant des normes marchandes aux normes démocratiques du jugement, de l'action et de la justice. Elle transforme la nation en entreprise, l'État en gérant de cette entreprise et les citoyens en simple capital humain. Elle reconfigure toutes les activités humaines en termes d'auto-investissement ou d'entrepreneuriat rationnels.

Bien entendu, le néolibéralisme n'est pas un phénomène unifié ou immuable ; ses incarnations locales sont variables et il évolue au fil du temps. Dans le monde euro-atlantique d'aujourd'hui, deux forces distinctes et tout à fait contingentes sont en train de définir le nouveau visage du néolibéralisme : d'une part, la financiarisation reconfigure les États, les entreprises, les associations et les individus en termes de valorisation boursière et de solvabilité (par opposition à la productivité, l'efficacité, l'analyse coût-bénéfice ou la maximisation des intérêts), tandis que d'autre part, les régimes d'austérité entraînent une érosion considérable du bien-être des personnes sous les coups du chômage et de la diminution des salaires, des prestations sociales et des services. Les effets combinés de ces deux forces sont nombreux, mais il en est un qui a une importance particulière : de

façon tout à fait perverse, le sujet jadis séduit par la promesse d'émancipation radicale de la raison néolibérale en est désormais réduit à voir son destin et son orientation morale liés organiquement à un projet macro-économique et à faire le sacrifice de son existence au nom de ce projet.

Dans la version du néolibéralisme qui prévaut actuellement dans les pays du Nord, comment la liberté a-t-elle pu se transformer en sacrifice ? Pour comprendre ce phénomène, il convient de tenir compte d'une série de mutations cruciales engendrées par la financiarisation et les politiques d'austérité :

1) La figure de l'être humain en tant que site de la souveraineté et des intérêts est remplacée par la figure de l'être humain en tant que capital humain voué à l'auto-investissement. Il ne s'agit pas simplement de la réduction de la personne à sa valeur monétaire, déjà identifiée par Marx et même par Locke dans la phase initiale de la modernité, mais de la relève d'un sujet maître de ses fins et de ses moyens par un sujet voué à l'auto-investissement rationnel et esclave d'une seule et unique fin, la valorisation de son capital humain sur un mode simultanément responsable et profitable. Non seulement cette mutation déconstruit la figure kantienne de la dignité humaine et la figure lockéenne des droits de l'homme, toutes deux longtemps considérées comme formant le cœur même du sujet démocratique, mais elle remet aussi en cause l'être d'intérêt pur dépeint par le libéralisme classique et la créature vouée à la maximisation de son plaisir décrite par les utilitaristes. C'est aussi sous l'impact de cette transformation lourde de conséquences que nous sommes désormais rendus disponibles pour le sacrifice, selon des modalités inédites sur lesquelles je reviens un peu plus loin.

2) L'image de la nation en tant que site d'une série de thèmes, d'institutions, de problèmes et d'acteurs est remplacée par une image de la nation comme entreprise, unifiée exclusivement par un agenda de solvabilité et de croissance économique.

3) La promesse de justice (liberté, égalité, universalité) et de protection de l'État démocratique libéral est remplacée par la promesse de la promotion systématique de la croissance économique, qui est l'objectif auquel doivent désormais se plier la législation et les politiques publiques.

Ces trois mutations vont bien au-delà d'une simple augmentation de l'importance de l'économie dans la vie individuelle et collective ; elles ne constituent pas une simple inversion des priorités du libéralisme classique impliquant que ce serait désormais le marché plutôt que l'État qui joue le rôle de garant présumé de la liberté. De telles évolutions seraient déjà lourdes de conséquences, mais la rationalité néolibérale va bien plus loin : au moment où l'*homo œconomicus* l'emporte enfin sur l'*homo politicus*, la promesse de liberté invoquée pour obtenir ce triomphe tend paradoxalement à s'évanouir. En lieu et place du sujet politiquement autonome et souverain (le sujet qui « mène sa propre vie à sa manière », tel que le décrit John Stuart Mill), le sujet néolibéral ne parvient à survivre qu'en se faisant entrepreneur de soi-même à tous les niveaux, même si l'État se charge de le « responsabiliser » afin que sa quête de la survie obéisse à un cadre normatif. En outre, le sujet transformé en capital humain est lui-même entièrement et exclusivement intégré au et surdéterminé par le projet de valorisation du capital – qu'il s'agisse de son propre capital, de celui de son employeur éventuel ou de l'État dont il est le citoyen. Sa liberté est donc soumise à une double contrainte : celle de l'horizon limité de la rationalité ou des normes auxquelles obéit sa conduite et dont dépend sa survie ; la contrainte additionnelle du projet de croissance économique du collectif auquel il appartient ou pour lequel il travaille. Transformé en capital humain, non seulement ce nouveau sujet doit constamment veiller à son auto-valorisation (en adoptant un

comportement maximisateur), mais il entretient désormais un nouveau rapport à l'État en tant que capital humain *pour* l'État, qui s'est lui-même transformé en entreprise. En tant que tel, ce sujet ne possède plus aucune garantie de survie ; bien au contraire, sur des marchés concurrentiels, certains capitaux doivent périr pour que d'autres vivent. Qui plus est, son intégration à un projet de croissance économique qui le dépasse fait qu'il peut être légitimement sacrifié à l'exécution de ce projet, quel que soit le degré de responsabilité dont il a fait preuve. La figure d'un tel sacrifice n'est plus aujourd'hui la guerre mais le chômage technique, les baisses ou les gels de salaire, l'élimination ou la réduction des prestations de santé ou de retraite, et d'autres atteintes aux acquis sociaux ; bref, toutes les mesures qui accompagnent les crises financières et les plans de sauvetage, ainsi que les politiques d'austérité « ordinaires ».

Dans l'imaginaire proprement *politique* du néolibéralisme, les individus transformés en capital humain cessent d'être maîtres du choix de leurs moyens et de leurs fins. Ils cessent également de participer de plein droit à la souveraineté populaire et à ses promesses démocratiques : suffrage universel, liberté et égalité garantis par et à travers l'État. La version moderne de l'*homo politicus* était enracinée dans la souveraineté individuelle et collective, à savoir le statut d'êtres souverains jouissant du droit de s'auto-gouverner au sein d'un État souverain. La raison néolibérale met fin à ce privilège. Lorsque la promesse de la liberté passe de la sphère de l'État à celle de l'économie, elle est régie par l'inégalité inhérente à ce dernier domaine et participe à la promotion de cette inégalité. Simultanément, elle est réduite à la fonction d'auto-investissement rationnel en vue de la valorisation du capital (humain) ; il n'est dès lors plus question pour le sujet d'exercer une quelconque autonomie morale, de choisir ses fins et ses moyens, voire de maîtriser ses propres conditions de vie. Même si certaines de ces caractéristiques alimentent depuis longtemps la critique de gauche des démocraties libérales, le néolibéralisme promeut pour sa part une acceptation et une célébration explicites de cette version marchande de la liberté et de l'inégalité.

Il est important de souligner que le triomphe de l'*homo oeconomicus* n'est pas le fruit d'un ensemble de politiques économiques, ni de l'application de la raison néolibérale « à l'état pur ». Il est en réalité la conséquence de la notion de gouvernance, cette modalité administrative spécifique qui ne s'identifie pas au néolibéralisme mais accompagne son essor. La gouvernance incarne une fusion du lexique politique et de celui des affaires, de la gestion des populations et de leur soumission à un objectif commun harmonieux. Dans le cadre de la gouvernance, il n'est plus question d'exercer l'autorité et le pouvoir par le biais de la loi et du maintien de l'ordre, ni de formuler et de mettre en œuvre des politiques publiques sur la base du consensus. C'est ainsi que les « lignes directrices » se substituent au droit, que la « facilitation » remplace la réglementation, que la promotion de la « gestion de qualité », des « codes de conduite » et des « meilleures pratiques » remplace les formes de contrôle et de coercition traditionnelles. Ces mutations éliminent le vocabulaire du pouvoir des espaces de vie que la gouvernance organise et dirige, invisibilise les stratifications fondamentales au sein de l'économie, de la société ou de l'entreprise et évacue les conflits normatifs concernant la définition du bien. Elles mettent l'accent sur le « partenariat », la « coopération multipartite » et la promotion du consensus dans le but de formuler et de mettre en œuvre des solutions pratiques à des problèmes techniques spécifiques liés à un objectif prédéfini, qu'il s'agisse d'améliorer un positionnement concurrentiel, de soutenir la croissance ou de valoriser le capital.

L'« ékonomisation de la politique » impliquée par la gouvernance néolibérale enrégimente les citoyens au service de la croissance économique tout en mettant au second plan (au mieux) les principes classiques d'égalité, d'universalité et d'autonomie politique, voire

la protection paternaliste offerte par l'État libéral classique ou par l'État-providence. La gouvernance néolibérale engendre une certaine « fermeture de l'univers politique » et promeut l'anti-politique. D'un côté, elle affirme l'existence d'un seul et unique principe de réalité, à savoir la conduite marchande rationnelle pour tous. De l'autre, elle substitue au conflit, à la contestation et à la délibération sur les fins — à la politique, donc — la construction du consensus, le travail d'équipe, le partenariat consultatif, la promotion des « meilleures pratiques » et la responsabilisation.

La raison néolibérale et la notion de gouvernance contribuent toutes deux à éliminer le citoyen *politique* et le *demos* et à les réduire à l'état de capital humain organiquement lié au projet de la croissance économique. Ils défont l'idée même que le *demos* et sa souveraineté sont au fondement de la démocratie. En tant que triomphe final de l'*homo œconomicus* sur l'*homo politicus* dans le contexte de la modernité, ils incarnent aussi la débâcle de l'humanisme moderne, une débâcle qui rend de nouveau le citoyen disponible pour le sacrifice, ou disponible pour une nouvelle forme de sacrifice. Réduit à l'état de capital humain, le dit citoyen n'est plus défini par sa dignité, comme chez Kant, ou par ses droits, comme chez Locke, encore moins par sa liberté et sa souveraineté, comme chez Rousseau. Il n'a pas droit aux protections et aux bénéfices promis par l'ancien contrat social libéral démocratique. Bien au contraire, il peut être sacrifié, privé d'emploi ou réduit à la famine dès qu'il cesse de contribuer au projet de la nation-entreprise, ou bien lorsque ce projet ne peut tout simplement plus lui garantir le bénéfice d'une assurance maladie, d'une retraite, d'une éducation, ni une quantité minimale d'air pur, d'eau potable ou d'espaces verts, remettant ainsi en question son existence même.

**Florent
Guénard**

***Comment
penser la
démocratisation ?***

Je voudrais dans cette intervention m'arrêter d'abord sur les difficultés qui entourent la compréhension des processus de démocratisation. Ces difficultés tiennent tout autant à l'objet lui-même, le passage à la démocratie, qu'aux présupposés des théories qui, particulièrement depuis les années 1980, s'en sont emparés. Et je voudrais, dans un second temps, montrer que ces difficultés nous engagent à redessiner les contours d'une pensée de la démocratisation.

Ces difficultés, on pourrait les voir indiquées dans le titre même de ce débat : « La démocratie : un travail à faire et à refaire ? » Il n'y aurait ainsi qu'une forme de démocratie, « la démocratie », sorte de modèle qu'il faudrait appliquer, comme on applique un plan défini à l'avance, à une réalité dont la singularité pourrait être tenue pour négligeable — comme s'il ne s'agissait là que d'un travail technique, plus encore, un travail qu'il est impératif de faire, voire de refaire, comme si, pourrions-nous ajouter, l'impératif est tel qu'on peut éviter de se demander à qui il revient justement de faire un tel travail : c'est simplement « à faire », et peut-être donc « à refaire ».

Plus précisément, les problèmes qu'engendre l'analyse des processus de démocratisation se cristallisent autour de deux questions fondamentales : existe-t-il un modèle de démocratie ? Et comment ce modèle peut-il s'appliquer ? Modélisation et application du modèle : les crispations autour de ces notions sont nombreuses, et je voudrais en examiner quelques-unes.

La modélisation d'abord. La tentation est grande, dans l'étude de l'expansion de la démocratie, de voir le triomphe d'un modèle qui tiendrait sa force précisément de ce qu'il se répand : une démocratie libérale, qui place en son cœur le principe représentatif et la défense des droits individuels. Elle serait modèle à deux titres au moins : elle serait prise en exemple par tous les mouvements de libération parce qu'elle est une valeur universelle, elle devrait être l'objet d'une promotion active et décomplexée parce qu'elle exprime la vérité même du projet démocratique.

On n'aurait pas de peine à montrer qu'une telle conception du modèle démocratique tombe dans un défaut de raisonnement. Deux erreurs sont ainsi manifestes : l'eurocentrisme d'une part, qui consiste à penser l'histoire du monde comme une répétition de l'histoire européenne ; le téléologisme d'autre part, qui consiste à penser que le progrès démocratique est inéluctable, parce qu'il coïncide avec le désir, proprement humain, de liberté et qu'en conséquence c'est aller dans le sens de l'histoire que de favoriser son avènement. En somme, l'histoire universelle tendrait, inévitablement, au triomphe de la démocratie libérale — elle serait, ainsi, à la fois l'avenir du monde et la fin de toute l'histoire politique.

La question de l'application d'un modèle de démocratie, telle qu'elle est usuellement traitée, pose également de nombreuses questions. Faut-il ainsi considérer qu'il y a des séquences historiques typiques dans les transitions démocratiques ? Si oui, n'est-on pas implicitement incité à constituer ces types en normes, comme s'il fallait qu'il n'y ait qu'une seule voie pour passer à la démocratie ? On hésite beaucoup, dans cette perspective, lorsqu'il s'agit d'examiner, si, oui ou non, la démocratie a des conditions (économiques, sociales, culturelles). Là encore, on tombe vite dans des apories souvent indépassables : faut-il

condamner un mouvement de libération sous prétexte que les conditions de la démocratie ne sont pas réunies ? Ou faut-il considérer que le désir de démocratie l'emporte sur tout, autrement dit qu'il est une condition nécessaire et suffisante ?

De ces difficultés, on peut conclure qu'il est vain de vouloir penser les processus démocratiques, qui échappent nécessairement à la conception que l'on s'en fait et qu'il faut alors s'en remettre aux dynamiques de l'histoire. Et on peut même ajouter que sur un tel sujet, où l'eurocentrisme est triomphant, où se mêlent trop souvent discours savant et discours militant, la prudence commande que l'on s'abstienne de toute analyse. Une telle position, radicalement sceptique, n'est pas satisfaisante, pour des raisons à la fois théoriques et pratiques. D'abord, parce que le passage à la démocratie est une partie essentielle des interrogations de la démocratie sur elle-même, et qu'il n'y a de démocratie que si telle réflexion sur soi est ouverte. Ensuite, parce qu'il y a des raisons de penser que les processus de démocratisation doivent être intelligibles aux acteurs même des mouvements de libération, dans ces phases de transition souvent confuses.

Ces raisons, me semble-t-il, poussent à une reconstruction théorique du discours sur la démocratisation, qui puisse tout à la fois écarter l'idée d'un modèle démocratique (et avec elle, l'impossibilité de son application) et conserver l'universalisme des principes qui permettent de prendre la mesure du passage à la démocratie. Cette tâche n'est pas aisée. Elle passe d'abord par la mise en place d'une définition adéquate de la démocratie, qu'il faut cesser de considérer de manière procédurale comme un mode de gouvernement. La considérer ainsi, en effet, c'est s'enfermer dans un débat, souvent stérile, sur ce que doit être l'essence démocratique : est-ce la représentation ou la participation ? Est-ce l'élection ou la constitution ? Nous sommes sans cesse renvoyés d'une conception à l'autre. Pour sortir de ce va-et-vient, il faut concevoir la démocratie moderne comme la fin de la croyance au bon régime – et au contraire comme l'ouverture permanente de la réflexion sur la nature du pouvoir, sur son lien avec la vie sociale, sur le partage entre vie privée et vie publique, sur ce qui forme l'identité collective d'une communauté politique. Une telle conception de la démocratie a plusieurs avantages. Elle permet en premier lieu de complexifier la notion que l'on en a, et ainsi d'envisager, au sein de la société, la manière d'organiser les relations de telle sorte qu'elles préservent le pouvoir sur soi de chacun (par exemple, dans les relations de travail ou dans les relations entre les sexes). Elle permet surtout d'envisager la démocratisation non simplement comme le processus par lequel une population se donne des institutions libérales, mais comme le projet d'une société construisant son identité collective dans la manière, faite d'égalité et de liberté, dont les individus se rapportent les uns aux autres.

Le passage à la démocratie, dans cette perspective, n'est ni conditionné, ni inconditionné : ni conditionné, comme s'il s'agissait d'un travail technique procédant par phases ordonnées (« un travail à faire ») ; ni inconditionné, comme si toute révolte contre l'autoritarisme était *ipso facto* un mouvement démocratique. Ce qui importe, c'est de repérer qu'à tel ou tel moment, une question émerge au sein d'une société, que cette question, parce qu'elle porte en elle des aspirations d'égalité et de liberté, traduit une volonté démocratique, et que c'est autour d'elle que la société entend désormais se réordonner. Je terminerai par un exemple. Parce que les médias se sont essentiellement focalisés sur les conflits armés en Syrie, on n'a sans doute pas suffisamment prêté attention au fait que le mouvement de contestation du régime s'est généralisé, dans la société civile, avec l'apparition de revendications sociales fortes. Les inégalités ont mis en évidence, au-delà des différences religieuses ou communautaires, que l'appareil sécuritaire et répressif servait la confiscation des richesses et figeait la société en la coupant de ses aspirations. Le désir de démocratie est réel en Syrie, à condition, on le comprend, de ne pas réduire un tel désir à la seule formation d'institutions représentatives.

Demain, revenez à Mode d'emploi !



La religion

La religion peut-elle nous rendre libres ?

DIMANCHE 2 DÉCEMBRE | 16H30-18H30 | HÔTEL DE RÉGION (LYON)

Gratuit sur réservation



Avec:

Abdenmour Bidar (philosophe et enseignant)

Simon Critchley (professeur de philosophie),

Fabrice Hadjadj (professeur de philosophie et dramaturge)

Delphine Horvilleur (rabbín)

Animé par :

Aude Lancelin (journaliste, *Marianne*),

Rupert Shortt (journaliste, *The Times Literary Supplement*)

Si l'on peut tomber d'accord sur les risques de la montée des fondamentalismes, faut-il pour autant rejeter la religion ? N'offre-t-elle pas une précieuse réserve d'intériorité, une force spirituelle, une forme de résistance ? Ne fabrique-t-elle pas du lien social là où il est affaibli par les rythmes économiques et certaines idéologies le dissolvent ?

Quel avenir politique pour les religions ?

DIMANCHE 2 DÉCEMBRE | 19H - 21H | HÔTEL DE RÉGION (LYON)

Gratuit sur réservation



Avec:

Craig Calhoun (sociologue),

Avirama Golan (romancière et journaliste)

David Martin (sociologue et professeur)

Olivier Roy (politologue et philosophe)

Animé par :

Jean-François Colosimo (Président du Centre National du Livre),

Mark Vernon (journaliste, *The Times Literary Supplement*)

L'actualité offre un triste panorama des conflits dits religieux partout sur la planète. Alors que des peuples prennent les armes pour lutter pour leur liberté, quel rôle la religion joue-t-elle dans l'exercice du pouvoir ? Est-elle compatible avec le souffle démocratique ?

Ne manquez pas les prochains événements de la VillaGillet

Recherches contemporaines

Lyon / Rhône-Alpes

✕ Justice / Injustice : les causes communes

En partenariat avec le Théâtre de la Croix Rousse et l'Opéra de Lyon

(programmation en cours)

La solidarité : une valeur à redéfinir?

Lundi 21 janvier | 20H | Théâtre de la Croix-Rousse

avec **Martin Hirsch**, **Nicolas Duvoux** et **Jean-Fabien Spitz**

Animé par : **Guillaume Allary**

La justice vue par Victor Hugo

Lundi 28 janvier | 18H | l'Opéra de Lyon

avec **Robert Badinter**

L'Europe : une cause à réinventer?

Vendredi 15 février | 20H | Théâtre de la Croix-Rousse

avec **Bernard Guetta**, **Eva Joly** et **Sylvie Goulard**

Animé par : **Lucile Schmid**

Ingérence et intervention : qu'est-ce qu'une guerre juste?

Mardi 19 mars | 20H | Théâtre de la Croix-Rousse

avec **David Rieff** et **Bernard-Henri Lévy**

Animation: **Nathalie Nougayrède** (*Le Monde*) et

Marc Semo (*Libération*)

La Villa Gillet en partenariat avec **artpress** :

Gary Hill en dialogue avec **Stéphane Malfettes**

Vendredi 5 avril | 19H30 | Villa Gillet

Pénalisation et incarcération

Lundi 15 avril | 20H | Théâtre de la Croix-Rousse

avec **Frédric Gros**, **Serge Portelli** et **Bernard Bolze**

AIR

Les 7^{es} Assises Internationales du Roman

Lundi 27 Mai /
Dimanche 02 Juin 2013
aux Subsistances

Retrouvez les invités de *Mode d'emploi*
en direct dans les émissions de France Inter

**> SERVICE PUBLIC
de Guillaume Erner**

du lundi au vendredi de 10h à 11h

**> ON VA TOUS Y PASSER !
de Frédéric Lopez et Yann Chouquet**
du lundi au vendredi de 11h à 12h30

(programmation en cours)

Espace librairie

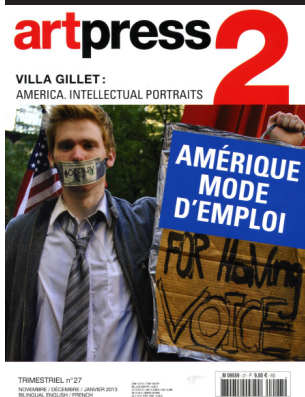
Librairie Chapitre (versions françaises)
19 Place Bellecour - Lyon 2ème
Tél : 04 72 56 21 21
www.chapitre.com

Librairie Decitre (langues originales)
29/6 Place Bellecour - Lyon 2ème
Tél : 04 26 68 00 01/12
www.decitre.fr

Dédicaces

> Après chaque rencontre, les écrivains
vous attendent à l'espace librairie de *Mode
d'emploi*.

Disponible à l'espace librairie du festival *Mode d'emploi*



Grâce au soutien du conseil de la création Artistique, présidé par Marin Karmitz de février 2009 à avril 2011, la Villa Gillet a mené à New York un programme d'échanges franco-américains dans le domaine des sciences humaines et de la philosophie. Le festival **Walls and Bridges : Transatlantic Insights**, résultat de cette initiative, a rencontré un franc succès auprès du public américain, rassemblant penseurs et artistes dans différents lieux de la ville pour plus de 30 jours d'événements en 2011. Désormais bien installé à New York, et aujourd'hui soutenu par le Ministère de la culture et de la communication pour les éditions de 2012 et 2013, cet événement a été l'occasion de découvrir de nombreux intellectuels américains encore méconnus en France, et de créer de réels échanges avec leurs homologues français.

Le numéro spécial d'*Art press* 2, « Amérique : mode d'emploi » est le fruit de ces rencontres transatlantiques.

Prolongez le débat, postez vos commentaires sur
www.villavoice.fr

× Le Blog

de la Villa Gillet

en partenariat avec Rue89Lyon et le master journalisme de l'IEP

Retrouvez-y aussi :
les articles des lycéens de l'Académie de Lyon,
les réponses des invités du festival,
des chroniques, reportages et interviews des étudiants rhône-alpins...



Les partenaires de *Mode d'emploi*:



Ce festival est soutenu par la Délégation Générale à la Langue Française et aux Langues de France.



Les partenaires des Subsistances :

